



## Palestine: retour aux fondamentaux

### Description

Par Emmanuel Dror pour lâ??Agence MÃ©dia Palestine, mai 2023

*La cause palestinienne a toujours Ã©tÃ© unanimement dÃ©fendue par la gauche du monde entier. MalgrÃ© 75 ans de luttes, de guerres et de nÃ©gociations, la situation empire de jour en jour en Palestine, et la solidaritÃ© internationale semble aujourdâ??hui bloquÃ©e dans ses actions et ses rÃ©flexions, sans parvenir Ã  sâ??unir autour dâ??une stratÃ©gie efficace.*



Photo issue du film « 20 Handshakes for Peace » de Mahdi Fleifel

## Oslo

En 1987, la première Intifada met Israël en difficulté, d'un point de vue militaire et médiatique. Durant plusieurs années, les images d'enfants jetant des pierres sur des chars, violemment réprimés par l'armée israélienne, font le tour du monde. Les cartes seront rebattues après la chute du mur de Berlin en 1989, et la première guerre en Irak en 1991, lorsque les États-Unis planifient un « nouvel ordre mondial » qui inclurait une situation pacifique en Palestine. Yasser Arafat, chef de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), s'opposant à l'intervention américaine contre Saddam Hussein, se retrouve alors en mauvaise posture pour négocier. Les premières négociations commencent par conséquent à Madrid avec des Palestiniens de l'intérieur, qui se montrent fermes sur leurs positions. Elles sont finalement contournées par les Israéliens en 1992, par des négociations secrètes à Oslo, avec des Palestiniens de l'extérieur, représentés par Yasser Arafat, plus souple à faire des compromis.

Ces négociations aboutiront par la signature en grandes pompes des premiers accords d'Oslo, le 13 septembre 1993. En 1993 puis en 1995, ces accords promettent la reconnaissance mutuelle entre Israël et les Palestiniens représentés par l'OLP. C'est donc une solution à deux États qui s'impose comme le principal objectif à long terme. L'Autorité palestinienne (AP) intérimaire, prévue pour 5 ans (avant l'hypothétique mise en place d'un véritable État souverain doté d'un vrai gouvernement indépendant), n'aura pas le contrôle des

exportations et des importations, les taxes et recettes fiscales Ã©tant retenues par IsraÃ©l. La Cisjordanie est dÃ©coupÃ©e en zones A, B et C, avec des checkpoints, rÃ©partissant la gouvernance de petits territoires sans continuitÃ© gÃ©ographique entre AP et l'Ã©tat israÃ©lien. Les accords prÃ©voient aussi le retrait progressif des forces armÃ©es israÃ©liennes des territoires occupÃ©s (ce qui ne sera fait que pour Gaza en 2005), et un juste rÃ©glement du problÃ©me des rÃ©fugiÃ©es, qu'Ã©on attend toujours. On attend aussi la Ã© phase 2 Ã© de ces accords, censÃ©e statuer sur les frontiÃ©res, les colonies, l'eau, les prisonniers et le statut de JÃ©rusalem.

A l'Ã©poque, on pouvait voir dans ces accords les premiers pas vers un Ã©tat et une souverainetÃ© palestinienne, mÃªme limitÃ©e, avec la reconnaissance de ses symboles nationaux (notamment le drapeau ou l'hymne national), l'Ã©tablissement de nouveaux partis et syndicats en Palestine, le retour de quelques rÃ©fugiÃ©es, la possibilitÃ© pour la Palestine de rejoindre certaines instances (ONU, CPI!), et enfin des contributions financiÃ©res du reste du monde, menant Ã© une toute petite prospÃ©ritÃ©, de courte durÃ©e, et trÃ©s limitÃ©e.

Cependant, les accords ont Ã©cludÃ© des questions essentielles, telle celle du retour des rÃ©fugiÃ©es palestiniens, en particulier celles et ceux qui ne sont pas en Cisjordanie et Ã© Gaza. Rien non plus sur le dÃ©mantÃ©lement des colonies qui ne cessent de se multiplier, les annexions de terres, les crimes contre les personnes, les atteintes au droit humanitaire, les milliers de prisonniers palestiniens, y compris des enfants, ou sur l'eau de Cisjordanie, qu'IsraÃ©l pompe allÃ©grement, etc. Les modalitÃ©s de transfert de gouvernance sont demeurÃ©es trop imprÃ©cises, et soumises aux alÃ©as politiques des annÃ©es qui ont suivi les accord d'Oslo. En outre, aucun moyen coercitif n'Ã©tait prÃ©vu pour faire respecter les accords Ã© IsraÃ©l.

MalgrÃ© cela, en 1993, Yasser Arafat est allÃ© au bout du Ã© processus de paix Ã© : il a mis fin Ã© l'Intifada et renoncÃ© Ã© la lutte armÃ©e, comme promis. L'Ã©tat israÃ©lien en revanche a continuÃ© sa rÃ©pression fÃ©roce, il occupe toujours militairement la Cisjordanie, Gaza, la vallÃ©e du Jourdain, les frontiÃ©res avec la Jordanie et l'Ã©gypte, il a construit toujours plus de colonies et de routes, puis un immense Mur d'apartheid qui ne cesse de grignoter des terres, en dÃ©pit du droit international. AprÃ©s avoir Ã©vacuÃ© Gaza en 2005, IsraÃ©l y a instaurÃ© un blocus total, condamnÃ© par le droit international et aboutissant Ã© une catastrophe humanitaire pour ses quelques deux millions d'habitants, rÃ©guliÃ©rement bombardÃ©s. Les colonies et leurs routes continuent de voler plus de 55 % de la superficie totale des territoires occupÃ©s, dont 25 % dans le Ã© Grand JÃ©rusalem Ã©. L'Ã©tat palestinien actuel est une illusion, rÃ©gnant sur de mini Bantoustans, oÃ¹ l'AP fantoche est rÃ©duite Ã© un rÃ©le de complice de la rÃ©pression israÃ©lienne.

Pour beaucoup en occident, les accord d'Oslo ont Ã©tÃ© une aubaine, permettant de dÃ©diaboliser IsraÃ©l, qui avait montrÃ© toute sa cruautÃ© dans la rÃ©pression des enfants de l'Intifada dans les annÃ©es 1980, et de prÃ©tendre en finir avec un conflit long et Ã©pineux! DÃ©s lors que les accords ont Ã©tÃ© signÃ©s, de nombreux pays en ont profitÃ© pour renforcer leurs liens avec l'Ã©tat israÃ©lien, notamment y ouvrir de nouveaux marchÃ©s, en prÃ©tendant que la route vers la paix Ã©tait maintenant tracÃ©e, et qu'il n'y avait plus que des Ã© retards Ã© ou des Ã© incidents de parcours Ã©. Plus Ã©tonnant, la plupart des organisations de gauche se sont rangÃ©es derriÃ©re cette vision, et toute critique d'Oslo et de la solution Ã© deux Ã©tats Ã© a longtemps Ã©tÃ© vue comme extrÃ©miste et inconsciente, mÃªme si les Ã© deux Ã©tats Ã© rÃ©sultaient d'une logique de sÃ©paration raciste, et que les accords avaient Ã©tÃ© partiels et

d'Ã©s Ã©quilibrÃ©s d'Ã©s le d'Ã©part.

Tout ceci permet Ã la politique du fait accompli de s'installer : de nombreux tats signent des traitÃ©s de paix avec IsraÃ©l, et certaines rÃ©solutions de lâ??ONU qui lui sont dÃ©favorables sont mÃªme annulÃ©es (comme la RÃ©solution 3379 de 1975 qui qualifiait le sionisme de racisme), bien qu'Ã©il demeure d'Ã©tenteur du record de rÃ©solutions violÃ©es (prÃ©s d'Ã©une quarantaine Ã ce jour). IsraÃ©l continue sa politique de Ã normalisation Ã pour amÃ©liorer son image mÃ©diatique et apparaÃ®tre comme un Ãtat dÃ©mocratique et moderne, avec lequel on peut dÃ©velopper des collaborations Ã©conomiques ou artistiques!

## Les rÃ©actions des Palestiniens

Depuis 2009, et principalement sous pression d'Ã©IsraÃ©l, il n'y a plus d'Ã©lections en Palestine. La petite clique au pouvoir, parfois corrompue, profite de la collaboration de lâ??AutoritÃ© palestinienne avec les forces d'occupation, et elle a intÃ©rÃ©t Ã ce que le *statu quo* perdure. Celui-ci permet Ã©galement de faire vivre une population de fonctionnaires qui ne crache pas sur un salaire en temps de crise, et qui par consÃ©quent hÃ©site Ã mordre la main qui la nourrit.

Les critiques se font nÃ©anmoins entendre de plus en plus fort pour dÃ©noncer une coopÃ©ration Ã©troite avec IsraÃ©l, y compris sous forme de tortures et d'assassinats de dissidents palestiniens. L'opprobre qui frappe les dirigeants de lâ??AP menace de s'Ã©tendre au Fatah dont la plupart sont issus. S'Ã©il est difficile d'Ã©valuer les forces d'oppositions, une indication provient des Ã©lections Ã©tudiantes, comme Ã Birzeit en 2022 oÃ¹ 75 % des Ã©tudiant.es se sont exprimÃ©es. Le Fatah ne recueille que 35 % des voix, le Hamas arrivant largement en tÃªte avec 52 % des voix, laissant lâ??opposition marxiste du FPLP loin derriÃ©re avec 9 % des voix.

La popularitÃ© du Hamas et du Jihad islamique (JI) peut provenir d'Ã©une importance grandissante des idÃ©es islamistes, ou parce qu'Ã©ils reprÃ©sentent lâ??opposition la plus efficace contre lâ??occupation israÃ©lienne, en Cisjordanie comme Ã Gaza. Hamas, JI et FPLP n'ont jamais acceptÃ© le processus d'Oslo, considÃ©rant que la guerre fait toujours rage, et qu'Ã©il est impossible d'engager des nÃ©gociations sur d'Ã©ventuelles frontiÃ©res d'hypothÃ©tiques tats. SurveillÃ©s et attaquÃ©s de toute part, leur marge de manÃ©uvre est faible et, mÃªme Ã Gaza, elle est surtout consacrÃ©e Ã se dÃ©fendre.

ParallÃ©lement aux partis traditionnels, la sociÃ©tÃ© civile palestinienne s'organise Ã©galement, parfois en s'appuyant sur la solidaritÃ© internationale, avec par exemple *One Democratic State Group* qui vise Ã dÃ©montrer la viabilitÃ© d'Ã©une solution Ã un seul Ãtat dÃ©mocratique, *Stop the wall* qui fÃ©dÃ©re les initiatives contre le Mur d'apartheid, ou le *Boycott National Committee* (BNC) qui dirige de Palestine la campagne internationale de Boycott, DÃ©investissement et Sanctions (BDS). Toutes se placent d'Ã©libÃ©rÃ©ment en dehors du processus d'Oslo, constatant son Ã©chec.

Des mouvements de jeunes existent Ã©galement (Nabd, Gaza Youth Breaks Out, Jabal Al-Mukabir Local Youth Initiative!), pour une jeunesse qui refuse la personnalisation de la lutte, milite parfois de faÃ§on informelle et ponctuelle, et utilise abondamment les rÃ©seaux sociaux, en alternant humour, dÃ©sespoir et tentation de lâ??exil. Lutter contre lâ??occupation qui les opprime et les condamne Ã une vie sans perspective est pour ces jeunes un impÃ©ratif, au-delÃ© de toute rhÃ©torique.

D'autres groupes de jeunes ont fait le choix de l'insurrection et de la lutte armée (la Taniya des Lions de Naplouse, le Nid de Frelons de Jérusalem, la Brigade de Balata), avec des modes d'actions d'une grande efficacité par leur volatilité. Souvent sans affiliation officielle à un parti particulier, ces groupes s'inspirent néanmoins ou peuvent avoir des liens avec le Fatah, le FPLP, le Hamas ou le JI. Cette guerre d'usure, qui est fortement primaire, a ravivé une forte résistance populaire et constitue, de fait, une rupture définitive avec Oslo pour une généralisation née après 1993, qui ne connaît de ce « processus de paix » que le durcissement de la colonisation et des exactions, tant de l'armée que des colons israéliens toujours plus nombreux et violents.

## Les fondamentaux, et comment les atteindre

Trente ans après Oslo, au regard de la situation actuelle, de l'échec des accords d'Oslo et du « processus de paix », n'est-il pas devenu inconscient de rester dans cette impasse ? N'est-il pas temps que les organisations, syndicats et partis occidentaux qui se veulent solidaires avec la Palestine adaptent leurs revendications à la réalité ?

La situation en Palestine est toujours une situation coloniale que le processus d'Oslo n'a en rien altéré, et qui implique des exigences fondamentales auxquelles il faut revenir :

- 1) Le respect du droit international et des droits humains
- 2) La décolonisation des terres occupées et la levée du blocus sur Gaza
- 3) Le retour des réfugiés
- 4) La dénonciation de l'apartheid et l'exigence de l'égalité des droits pour toutes et tous
- 5) La dénonciation de l'impunité d'Israël
- 6) Le droit à l'autodétermination du peuple palestinien

Il existe de nombreuses façons d'exprimer sa solidarité avec la Palestine, en gardant ces fondamentaux à l'esprit. Citons-en quelques unes : les manifestations et autres réunions publiques, le soutien financier ou matériel, les actions en justice, les missions civiles en Palestine, les témoignages de ce qui se passe sur place, sous forme de conférences, de formations, d'articles, de livrets, de tracts, de communiqués de presse, de films, etc.

La solidarité peut s'exprimer de façon individuelle, mais elle est plus efficace à travers des organisations ou des réseaux d'associations français, européens et internationaux, par exemple la Plateforme des ONG pour la Palestine, le Collectif national pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens, le Réseau européen des syndicats pour la justice en Palestine, etc.

L'un de ces réseaux de solidarité est celui de la campagne internationale et non-violente de Boycott, Désinvestissement et Sanctions contre l'apartheid israélien (BDS), dont le plus grand mérite est justement de sortir du piège d'Oslo en faisant le choix de ne pas s'exprimer sur la

---

solution (un État, deux États ou autre, et quel type d'État, socialiste, capitaliste, panarabe, islamique, binational?), et de se concentrer sur le respect du droit international et des droits fondamentaux. C'est d'ailleurs probablement ce qui empêche certaines organisations de gauche de la rejoindre, considérant qu'une solution qui romprait réellement avec Oslo serait trop « extrême ».

Pourtant, la campagne BDS répond à un appel *palestinien*, et c'est donc une campagne anticoloniale dans son essence, au sens où les militants internationaux répondent aux directives des colonisés, sans imposer *leurs* stratégies et *leurs* solutions. De plus, cette dernière ne parle jamais d'un ou deux États et se contente d'appeler à une pression plus grande pour qu'Israël respecte le droit international. Par sa forme, la campagne BDS permet néanmoins à chacune et chacun de s'engager à son niveau : elle peut se décliner aussi bien dans les supermarchés que dans les domaines culturels, sportifs, à l'université, etc.

Soyons clairs, la campagne BDS contribue avant tout à contrecarrer la propagande israélienne qui tente de dépeindre une situation apaisée sur place pour y attirer touristes, investisseurs, artistes, intellectuels, sportifs, et soutiens politiques. L'État israélien ne s'y trompe pas en consacrant des sommes énormes pour combattre la campagne de boycott qui gratifie cette image. Poussé dans ses retranchements, il en vient à traiter d'antisémite toute critique d'Israël, une absurdité sans nom vu que la campagne BDS ne s'attaque pas aux individus israéliens, et encore moins aux Juifs, mais aux institutions israéliennes complices de la colonisation. Du point de vue de la solidarité internationale, la campagne BDS semble donc représenter le consensus le plus proche des demandes palestiniennes, et adaptée aux moyens d'action dont nous disposons pour faire pression sur nos gouvernements, notamment en France.

## Conclusion

C'est parce qu'en Occident nous sommes en grande partie responsables de la situation coloniale en Palestine qu'il est de notre devoir de contribuer à la régler. Historiquement, l'Europe et les États-Unis ont soutenu l'État d'Israël et continuent à le faire, militairement et économiquement. Parallèlement, cela fait 30 ans que la plupart des organisations de gauche en France, solidaires de la cause palestinienne, se sont engluées dans le cadre du Processus d'Oslo. Elles sont alignées sur l'AP dont elles constatent pourtant l'échec, tout en espérant encore sa résurgence, car elles n'ont plus d'autre boussole pour analyser la situation.

Face à la situation ici et en Palestine, la campagne BDS est considérée comme trop modérée par certains, parce qu'elle a choisi la non-violence, et trop radicale par d'autres, parce qu'elle refuse de tomber dans le piège d'Oslo. Pourtant, il s'agit de diversité et de complémentarité de tactiques qui partent souvent d'analyses semblables. En premier lieu, celle qui affirme qu'il est urgent de se sortir de l'impasse du processus d'Oslo qui a fait perdre 30 ans aux Palestiniens, et de revenir à une lecture anticoloniale de la situation actuelle.

**date créée**  
2023/05/05